CONVENTION DE COMPTE COURANT

Entre les soussignés :

La Société **XXX**.

Ci-après dénommée la « **Société** » ou l'« **Emprunteur** », représentée par **XXX**, dûment habilité aux présentes,

Et,

XXX

Ci-après nommé l'« **Associé** » ou le « **Prêteur** »

Il est préalablement exposé que :

L'Associé est propriétaire de **XXX** parts sociales de la Société, représentant **XXX** % du capital et des droits de vote de celle-ci.

Afin de permettre à la Société, d'emprunter auprès d'organismes financiers et dans l'intérêt de celle-ci, l'Associé accepte de laisser à la disposition de celle-ci des avances et somme d'argent, sous forme de compte courant.

CECI EXPOSE, il est passé à la convention de compte courant d'associé objet des présentes :

Article 1 – Rémunération de l'avance

L'avance en compte courant, d'un montant de **XXX** définie aux présentes, sera productive d'un intérêt au taux de **XXX** l'an.

Article 2 – Modalités de remboursement

2-1 . Echéancier

L'avance en compte courant devra faire l'objet d'un remboursement comme suit :

XXX

2-2 . Garanties conférées au Prêteur

XXX

Article 3 - Demande de remboursement

Passé le terme du délai énoncé à l'article 2, toute demande de remboursement devra être formulée par l'Associé, à la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, moyennant le respect d'un préavis de **XXX** mois.

Article 4 - Intérêts de retard - anatocisme

Toutes sommes, en principal, intérêts, frais et accessoires, de toute nature, devenues exigibles et non acquittées à leur échéance par l'Emprunteur, ainsi que toutes sommes que le Prêteur pourrait être amené à avancer pour recouvrer ses créances, pour conserver ou réaliser ses gages, ou pour toute autre cause en vertu des présentes, seront de plein droit productives d'un intérêt calculé au taux de **XXX**, à compter de la mise en demeure de payer qui sera adressée à cet effet, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par le Prêteur à l'Emprunteur.

Lesdits intérêts échus non payés se capitaliseront de plein droit annuellement et à terme échu et produiront eux-mêmes automatiquement de nouveaux intérêts au même taux majoré sans qu'il soit besoin d'aucune demande ou mise en demeure complémentaire.

Article 5 - Remboursement anticipé

L'Emprunteur aura la faculté de procéder, pendant la durée du prêt à des remboursements anticipés, en capital, intérêts, frais et accessoires.

Article 6 - Exigibilité anticipée

Il est expressément convenu que toutes les sommes dues au Prêteur, en principal, intérêts, frais et accessoires, deviendront immédiatement exigibles dans l'un ou l'autre des cas suivants :

6-1 . Fausses déclarations

Inexactitude de l'une quelconque des déclarations de l'Emprunteur ou attestation fournis au titre du présent contrat ;

6-2 . Insolvabilité ou cessation de paiements

Insolvabilité ou cessation de paiements de l'Emprunteur, déclarée ou non, révélée notamment par des impayés, protêts ou toutes autres formes de poursuite, ou procédure collective à l'encontre de l'Emprunteur, sous réserve des éventuelles dispositions d'ordre public en vigueur ;

Dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, le Prêteur pourra exiger le paiement de toutes les sommes qui lui sont dues, et ce, 30 jours après une simple notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à l'Emprunteur à son domicile, et mentionnant l'intention de faire application de la présente clause, sans qu'aucune autre formalité soit nécessaire pour constater la déchéance du terme.

Les paiements ou régularisations postérieures à cette notification ne feraient pas obstacle à cette exigibilité anticipée.

6-3 . Autre cause d'exigibilité anticipée

XXX

Article 7 - Incessibilité du contrat

Le présent contrat, ni les droits et obligations qui en résultent ne pourront être transférés, de quelque façon et à quelque personne que ce soit.

Article 8 - Exercices des droits

Le fait pour le Prêteur de ne pas exercer un droit ou un recours dont il dispose à l'encontre de l'Emprunteur aux termes du présent contrat, ou de l'exercer avec retard, ne constituera en aucun cas une renonciation audit droit ou recours et n'entraînera pas novation des termes et conditions du présent contrat.

Article 9 - Documents annexes

De convention expresse, tous les documents annexés au présent contrat en font partie intégrante et forment, avec celui-ci, un ensemble indivisible dans l'esprit des parties.

Article 10 - Langue du contrat - Droit applicable

De convention expresse entre les parties, le présent contrat est régi et soumis au droit français.

Il est rédigé en langue française. Dans le cas où il serait traduit en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

Article 11 – Litiges

Tous les litiges auxquels le présent contrat pourrait donner lieu, concernant tant sa validité, son interprétation, son exécution, sa résiliation, leurs conséquences et leurs suites seront soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

ARTICLE 12 - Election de domicile

Pour les besoins des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

Fait à **XXX**

Le **XXX**

Sans renvoi, ni mot nul, en deux (2) exemplaires